

*Questions orales*

● (1450)

## LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine):** Madame le Président, le ministre est-il disposé à informer les anciens combattants qui souffrent du cancer des démarches que le colonel Browne a faites pour obtenir une pension parce qu'il avait contracté un cancer il y a douze ans? Le ministre communiquera-t-il immédiatement cette information aux anciens combattants intéressés?

**L'hon. W. Bennett Campbell (ministre des Affaires des anciens combattants):** Madame le Président, le député sait pertinemment que nous sommes très heureux d'aider tout ancien combattant à présenter une demande à la commission. Je ne suis pas très au fait des démarches du colonel en question, mais je suis certes disposé à fournir tous les détails à ceux qui croient être admissibles à notre pension ainsi qu'aux divers organismes qui appuient les demandes des anciens combattants auprès de la commission.

\* \* \*

## L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

## LA HAUSSE DES IMPORTATIONS DE VÉHICULES FABRIQUÉS AU JAPON

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Alors que 18,000 travailleurs ont été mis à pied dans le secteur de l'automobile, en plus des 38 p. 100 qui fabriquaient des pièces d'automobiles, le premier ministre sait-il que, l'année dernière, les importations de camions japonais ont grimpé de 106 p. 100 par rapport à l'année précédente, que les importations de voitures japonaises se sont accrues de 26 p. 100, mais, qu'aux États-Unis, les importations de camions et de voitures du Japon ont diminué de 8 p. 100 et de 3 p. 100 respectivement? Si le premier ministre est au courant de cet écart plutôt étonnant entre le Canada et les États-Unis, conviendra-t-il que les deux ententes, celle entre le Japon et les États-Unis et l'autre entre le Canada et le Japon, n'ont pas particulièrement avantagé le Canada?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je dois avouer ne pas connaître ces chiffres dans tous les détails, mais à mon avis, le député tire une fausse conclusion de la prémisse. Il existe bien d'autres circonstances qui pourraient expliquer la situation économique précaire du Canada, et la plus importante à laquelle je songe est le taux élevé de l'inflation assorti au fait que nous ne sommes plus en mesure de soutenir la concurrence de bon nombre de pays étrangers. Voilà pourquoi nous sommes d'avis qu'au premier chef il incombe au gouvernement de freiner l'inflation. Et c'est ce qui explique la proposition concrète en ce sens que nous avons faite lors de la réunion des premiers ministres la semaine dernière. C'est une proposition que je fais également aux députés de l'opposition, et j'ose espérer qu'ils prendront la peine de l'étudier attentivement.

## LA NÉGOCIATION DES LIMITES AUX CONTINGENTS D'IMPORTATION

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, le premier ministre sait sans doute que des représentants de son gouvernement se sont rendus au Japon pour négocier un nouvel accord au sujet des importations d'automobiles japonai-

ses au Canada. Comme 23 p. 100 des automobiles vendues au Canada l'année dernière étaient de fabrication japonaise, le premier ministre peut-il dire si les négociateurs canadiens comptent inclure pour la première fois les camions dans les contingents d'importation? Deuxièmement, les contingents seront-ils inférieurs au chiffre de 174,000 qui avait supposé-ment été fixé comme limite dans le cadre de l'entente maintenant en vigueur?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je sais qu'il devait y avoir une réunion à Tokyo. Le ministre de l'Industrie et du Commerce en a parlé lors de la conférence de la semaine dernière. Je ne suis pas au courant des détails des négociations et j'ignore si elles portent aussi sur les camions. Je prendrai volontiers note de la question pour la transmettre au ministre, mais je répète au député qu'on ne peut pas favoriser la reprise économique en réduisant le commerce international ou en multipliant les mesures protectionnistes.

**M. Stevens:** Allez dire cela aux chômeurs.

**M. Trudeau:** L'avenir du Canada comme nation exportatrice exige que nous demeurions concurrentiels. Comme je l'ai déjà dit au député, nous devons nous entendre au Canada pour lutter contre l'inflation au lieu de chercher des solutions faciles à court terme, sans quoi nous ne parviendrons pas à augmenter nos débouchés sur les marchés internationaux.

\* \* \*

[Français]

## L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

## ON DEMANDE SI UN PROGRAMME D'AIDE SERA OFFERT AU NOUVEAU-BRUNSWICK

**M. Herb Breau (Gloucester):** Madame le Président, je désire poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Vu l'annonce conjointe qu'il a faite aujourd'hui avec le ministre des Ressources naturelles de la province de l'Ontario d'un programme visant à aider les travailleurs dans l'industrie forestière en Ontario, pourrait-il dire à la Chambre si ce programme pourrait s'appliquer à d'autres régions du pays et précisément est-ce qu'il y a eu des discussions avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick où également l'industrie forestière éprouve de très sérieuses difficultés?

[Traduction]

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, aujourd'hui, le gouvernement fédéral a conclu une entente avec le gouvernement de l'Ontario au sujet d'un programme d'aide conjoint. Grâce à ces efforts communs, plusieurs milliers d'ouvriers ontariens du secteur forestier pourront recommencer à travailler dans les domaines très importants, notamment le reboisement et l'expansion des activités forestières. Je signale au représentant de Gloucester que tous les gouvernements provinciaux du Canada peuvent se prévaloir de ce programme. S'ils peuvent présenter des projets qu'il serait possible de financer à même les crédits prévus à l'article 38 de la loi sur l'assurance-chômage et d'autres conventions provinciales, un certain nombre de travailleurs forestiers pourraient en profiter. Nous sommes également disposés à examiner d'autres projets de création d'emplois de ce genre susceptibles de satisfaire aux critères de ce programme. Grâce à ce fonds, un certain nombre d'ouvriers qui travaillent dans de